L'Orient – le jour 8-10-2019

Hariri aux Émirats à la pêche aux financements

INVESTISSEMENTS
Le voyage officiel du Premier ministre survient en amont de la prochaine émission d'eurobonds.

Philippe HAGE BOUTROS avec M.A. et Reuters

Arrivé dimanche soir à Abou Dhabi à la tête d'une délégation composée de plusieurs ministres ainsi que du gouverneur de la banque centrale (BDL), Riad Salamé, le chef du gouvernement, Saad Hariri, a multiplié hier les appels à investir au Liban, sans pour l'instant obtenir d'engagements publics et fermes sur ce plan (voir page 2). Une démarche qui s'inscrit dans un contexte particulier, le pays du Cèdre traversant en effet une importante crise économique, aggravée par un resserrement de la circulation du dollar sur son marché local, ainsi que par la montée des incertitudes concernant sa stabilité financière.
Des handicaps devenus difficiles à minimiser, comme en témoigne le discours du Premier ministre en ouverture du Forum sur l'investissement entre les Émirats arabes unis et le Liban, parrainé par le ministère émirati de l'Économie ainsi que la Chambre de commerce d'Abou Dhabi. « Le problème au Liban est que nous avons tardé à nous développer », a notamment reconnu M. Hariri, avant de mettre en avant les engagements de réformes pris par le pays lors de la conférence de Paris d'avril 2018 (CEDRE), ou encore les chantiers identifiés dans le cadre du plan McKinsey (commandé début 2018 et publié un an plus tard).

« Destination sérieuse »
« Les possibilités d'investissement au Liban sont très importantes, et dans tous les domaines », a poursuivi le chef du gouvernement, évoquant la construction de nouvelles infrastructures dans les secteurs « de l'électricité, du gaz et des télécoms », ou encore le développement des filières productives.
Également du voyage, le ministre de l'Économie et du Commerce, Mansour Bteich, a assuré que le Liban « cherche à fournir toutes les facilités nécessaires aux hommes d'affaires émiratis pour qu'ils investissent au Liban, dans de nombreux secteurs porteurs, notamment (l'agriculture) ».
Le président de l'Association des banques du Liban (ABL), Salim Sfeir, a jugé de son côté que le pays était capable de « surmonter » la crise actuelle et appelé « les entreprises et les banques arabes à considérer le marché libanais comme une destination sérieuse » pour leurs investissements.Une partie des projets évoqués par le Premier ministre figure dans le Capital Investment Plan (CIP) présenté par le gouvernement libanais aux donateurs de CEDRE. Ces derniers ont réservé plus de 11 milliards de dollars en prêts et dons devant être investis dans la première phase du CIP, qui s'étend sur 4 à 5 ans. Les fonds ne seront cependant débloqués que si le gouvernement lance les réformes qu'il a promis de mettre en œuvre pour réduire le déficit et restructurer l'économie.
Le fait que ce chantier a déjà pris beaucoup de retard n'a pas semblé perturber le ministre de l'Économie des Émirats, Sultan ben Saïd al-Mansouri, qui a affirmé croire dans « les capacités du Liban de devenir une force économique dans la région ». Il a également souligné que la coopération entre les deux pays était déjà soutenue, notamment au niveau des échanges commerciaux ou des Investissements directs étrangers (IDE).

« Long bâton »
Les dirigeants libanais ont démarché cette année plusieurs pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) pour les convaincre d'investir dans son économie et sa dette en devise (via les eurobonds). Or la cote des obligations libanaises a naturellement pâti de la dégradation des évaluations respectives des principales agences américaines de notation financières – Moody's (Caa1, sous surveillance), Fitch (CCC) et Standard & Poor's (« B- », « négative »).
Les arguments invoqués par ces dernières sont fondamentalement les mêmes : la dette devient insoutenable (86 milliards de dollars, soit un ratio dette/PIB gravitant autour de plus ou moins 150 % selon les estimations), les banques n'attirent plus suffisamment de dépôts et les premières réformes incluses dans le budget 2019 sont insuffisantes, entre autres griefs. Des handicaps qui refroidissent naturellement les investisseurs étrangers, a rapporté Reuters hier, alors que le pays doit solder une émission d'eurobonds d'un montant de 1,5 milliard de dollars le 19 novembre et en prépare une nouvelle, de 2 milliards, à un rendement d'environ 12 %, soit inférieur aux prix du marché (actuellement d'environ 15 %), et qui sera gérée par la SGBL et BLOM Bank.
« Je ne toucherai pas (ces obligations) même avec un très long bâton », a par exemple déclaré à l'agence de presse le gestionnaire de portefeuille Viktor Szabo au sein de l'écossais Aberdeen Standard. « Le profil de risque du Liban est difficile », a renchéri Leo Hu, qui occupe la même fonction au sein du gestionnaire d'actifs basé aux Pays-Bas NN Investment Partners, soulignant néanmoins l'existence d'une porte de sortie temporaire « à travers l'adoption d'un budget (2020, actuellement examiné par le gouvernement, NDLR) qui puisse être exécuté ». Un enjeu compris par le gouvernement, a martelé hier soir le Premier ministre sur Twitter, assurant que la loi de finances pour 2020 contiendrait « de véritables réformes ».Sans investisseurs étrangers désireux d'investir dans la dette libanaise, le pays devra se retourner vers ses banques, qui sont déjà très exposées.Mais pour le directeur du département de recherche de Bank Audi, Marwan Barakat, si les investisseurs étrangers sont effectivement « plus réticents » à investir dans les obligations libanaises, ils ne sont pas non plus « totalement hors du marché ». Contacté par L'Orient-Le Jour, il relève que « la hausse

d'environ 0,5 point aujourd'hui des prix des eurobonds qui a permis de réduire leur rendement moyen de 14,34 % à 14,08 % (hier) est liée par une demande internationale sur les titres libanais qui réagissent aux discussions lancées par le gouvernement avec le CCG ».

Avancées « concrètes »

Il reste à savoir si les pays du Golfe que le Liban démarche prendront la décision de mettre la main à la poche en dépit de ces paramètres et des fluctuations de leurs relations avec le pays du Cèdre, qui ont régulièrement été mises à mal par les tensions régionales entre l'Arabie saoudite et l'Iran, qui soutient les initiatives militaires du Hezbollah libanais au Moyen-Orient, notamment en Syrie.

Pour l'heure, seul le Qatar – toujours en froid depuis la crise diplomatique qui a éclaté en juin 2017 – a fait un pas. L'émirat gazier, qui avait annoncé lors du sommet économique de la Ligue arabe à Beyrouth son intention d'investir un demi-milliard de dollars dans les eurobonds libanais, a annoncé fin juin avoir commencé à en acquérir sur le marché secondaire, sans préciser les montants en jeu. Si en septembre le ministre saoudien des Finances, Mohammad Jadaan, avait assuré que le royaume était en pourparlers avec le gouvernement libanais pour lui « apporter un soutien financier », cette dernière promesse n'a pas encore été suivie d'annonces d'engagement ferme.

Le conseiller spécial du Premier ministre, Nadim el-Mounla, a indiqué à Reuters espérer que les visites officielles du chef du gouvernement aux Émirats et en Arabie saoudite déboucheront sur des résultats « concrets » après les « signes encourageants » lancés par les pays du CCG. Interrogé par l'agence, le gouverneur de la BDL a, lui, évoqué de « nombreuses possibilités et discussions », ajoutant que c'était aux « dirigeants » de décider. Selon Moustapha Allouche, ancien député du courant du Futur, les Émirats seraient très intéressés par la zone économique spéciale de Tripoli, un projet encore inachevé qui jouxte le port de la ville – le deuxième plus important du pays. Le terminal conteneur du port est d'ailleurs géré par un opérateur émirati, Gulftainer.